

DÉPARTEMENT DE DAKAR

Toutes les manifestations interdites du 09 au 16 juin

Le Préfet de Dakar, Mor Talla Tine, a rejeté toutes les demandes de manifestations reçues dans le département pour la période allant du 9 au 16 juin 2023.

«La Préfecture de Dakar a enregistré des déclarations de manifestations sur la voie publique projetées, dans la période du 9 au 16 juin 2023, par des entités politiques ou mouvements de soutien politiques », lit-on dans le communiqué signé par le Préfet Mort Talla Tine. Toutes ces demandes ont été rejetées. Selon l'autorité administrative, l'interdiction de ces manifestations se justifie par le souci « de préserver l'ordre public et la

paix sociale ».

Le Préfet de Dakar a constaté aussi que « conformément aux dispositions relatives aux manifestations sur la voie publique, leur examen a révélé, pour certaines, le non-respect du délai légal ». C'est le cas, écrit-il, des déclarations de rassemblements projetés par la structure dénommée « Y'en a marre » et le Groupe « Wal Fadjri », le vendredi 9 juin 2023, de 15 heures à 19 heures, respec-

tivement à la Place de la Nation et devant les locaux dudit groupe. En conséquence, l'irrecevabilité de celles-ci a été constatée et notifiée aux déclarants, informe-t-il.

Le Préfet a reçu également d'autres demandes de manifestations projetées le samedi 10 juin 2023, notamment la marche déclarée par la structure dénommée « Frapp », ayant comme itinéraire l'autopont Saint Lazare-Vdn-Rond-point École normale, de 15 heures à 19 heures, et les rassemblements projetés par le mouvement « And Defar Sunu Reew

Falaat Macky Sall » au terrain de football sis à l'unité 22 des Parcelles assainies, de 15 heures à 20 heures, et par la « Convergence des démocrates pour la sauvegarde de la République en 2024 (s24) » à la place de la Nation de 15 heures à 19 heures. Il poursuit que l'instruction a laissé apparaître, selon le cas, « des menaces réelles de troubles à l'ordre public et de sabotage, des risques de saccage de biens publics ou privés liés à de possibles débordements, des risques d'infiltration par des individus mal intentionnés ».

Selon le Préfet de Dakar, le contexte actuel est marqué par les préparatifs de la fête de Tabaski et nécessite une libre circulation des personnes et des biens. « Il est donc évident que la fermeture, pendant quatre heures, de la Vdn, par exemple, comporte, sans nul doute, un impact négatif sur la fluidité de la circulation et sur l'économie. Dès lors, j'invite les acteurs à œuvrer pour la préservation de la paix sociale et de la sécurité des personnes et des biens, pour une meilleure vie en société », a écrit Mort Talla Tine.

Oumar KANDÉ

GUERRE RUSSIE-UKRAINE

Une mission africaine pour la paix attendue à Kiev et à Moscou la semaine prochaine

Les Présidents Macky Sall (Sénégal), Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud), Azali Assoumani (Comores)- par ailleurs Président en exercice de l'Union africaine-, Denis Sassou Nguesso (Congo Brazzaville), Yoweri Museveni (Ouganda), Hakainde Hichilema (Zambie) et Abdel Fattah Al-Sissi (Égypte), ainsi que Jean-Yves Ollivier, président de la Fondation Brazzaville, vont tenter d'ouvrir les champs d'un dialogue sincère et constructif entre Vladimir Poutine et Volodimir Zelensky pour un arrêt définitif de la guerre dans les meilleures conditions.



PARIS - « Road to Peace » (chemin de la paix). Ainsi est intitulée l'importante mission africaine qui œuvre, depuis le mois d'octobre de l'année dernière, pour créer les conditions d'un dialogue sincère entre la Russie et l'Ukraine en vue de mettre fin à la guerre entre deux peuples frères. Une guerre fratricide dont les conséquences multiformes dépassent les frontières européennes et touche de plein cœur le continent africain, notamment pour ce qui est de l'exportation du blé et des engrais, nécessaires à l'agriculture africaine. Dans un communiqué parvenu à la Rédaction, la Fondation Brazzaville, initiatrice de cette médiation africaine, annonce la rencontre prochaine de six Chefs d'État africains avec Volodymyr Zelensky, Président de l'Ukraine, le 16 juin 2023, à Kiev, et le lendemain, 17 juin 2023, à Saint-Petersbourg, avec Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie. En prémices de ses premiers déplacements en Ukraine et en Russie, Jean-Yves Ollivier avait publié dans les médias, en mars 2022, une tribune dans laquelle il définissait déjà sa pensée sur la position africaine du conflit russo-ukrainien.

S'en sont suivies plusieurs

réactions d'encouragement et de soutien des leaders africains qui entendent saisir cette opportunité pour faire entendre la voix de l'Afrique et proposer son génie fédérateur sur les grands sujets qui gouvernent le monde. Ainsi, l'Union européenne et les Nations unies, mises dans la boucle, le génie africain espère convaincre les deux parties- Russe et Ukrainien- à accepter une discussion franche et sincère pouvant ouvrir la voie à une résolution négociée de la guerre. Selon M. Ollivier, l'espoir que cette médiation aboutisse à une issue heureuse est très fort puisqu'en Russie comme en Ukraine, l'initiative africaine a été reçue avec beaucoup d'attention et de volonté réciproque.

Road to Peace

Il y a quelques jours, le Président sud-africain Cyril Ramaphosa déclarait s'être distinctement entretenu avec les Présidents russe Vladimir Poutine et ukrainien Volodymyr Zelensky et leur avait présenté l'initiative de « Road to Peace » au nom de l'Ouganda, du Congo, du Sénégal, de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et de la Zambie pour le règlement pacifique de la guerre. Plusieurs

réunions ont déjà eu lieu entre les Chefs d'État africains pour harmoniser les idées et proposer des solutions qui prendraient en compte les intérêts de toutes les parties y compris de l'Afrique qui est aussi victime directe de cette guerre avec une inflation, une crise des céréales et des engrais utiles à son indépendance agro-alimentaire. « Ne serait-ce que pour préserver ses intérêts, le continent ne doit pas être spectateur de cette guerre. Il devrait, au contraire, user de ses sources de sagesse traditionnelle, rompre le silence pour faire entendre et considérer sa position », a confié Jean-Yves Ollivier, joint au téléphone. Selon lui, « l'Afrique marque sa souveraineté avec une telle démarche qui, on l'espère tous, apportera ses fruits pour un arrêt définitif de cette guerre ».

Sagesse traditionnelle

Cette mission de paix africaine a toutes les chances d'aboutir, d'autant plus que l'Afrique s'était abstenue de dénoncer l'invasion russe comme le souhaitaient les grandes puissances occidentales. Le Sénégal et bien d'autres pays africains avaient refusé de voter, à l'Onu, une résolution pour condamner la Russie. Une position courageuse qui pourrait apporter ses fruits, particulièrement avec cette initiative de médiation comme ce fut également le cas, l'année dernière, lors du voyage à Moscou du Président Macky Sall, alors Président en exercice de l'Union africaine, pour négocier la libération des exportations d'engrais et de blé vers l'Afrique. Toutefois, le président de la Fondation Brazzaville est bien conscient de l'immensité des étapes et des obstacles qui pourraient se dresser devant eux ; d'où, bien entendu, « l'importance du challenge et de la démarche concertée avec des Chefs d'État africains dont la clairvoyance et le leadership ne se discute point », a-t-il affirmé.

En matière de médiation, Jean-Yves Ollivier n'en est pas à son premier coup d'essai. Il y a quelques années, l'homme d'affaires français était déjà fortement impliqué dans le dialogue entre le pouvoir de l'apartheid sud-africain et le leader de l'Anc, Nelson Mandela, qui a abouti à la libération de ce prisonnier historique en février 1990. La Fondation qu'il dirige de-

puis 2014 est également à l'origine de nombreuses initiatives de paix en Afrique, singulièrement le dialogue inter-libyen qui a eu lieu à

Dakar, en 2018, sous la présidence du Président Macky Sall.

Ousmane Noël MBAYE
(Correspondant)

COOPÉRATION

La Thaïlande veut renforcer ses relations avec l'Afrique

La Thaïlande veut renforcer sa coopération avec l'Afrique. Le Directeur général du Département de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique, au Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Thaïlande, Worawoot Pongprapapant, l'a réaffirmé face à une délégation d'hommes d'affaires sénégalais et ivoiriens. C'était durant la foire Thaixex Anuga 2023.

BANGKOK - Le Royaume de Thaïlande veut renforcer ses relations avec le continent africain dans tous les domaines. C'est l'assurance donnée par le Directeur général du Département de l'Asie du Sud, du Moyen - Orient et de l'Afrique au Ministère des Affaires étrangères du Royaume, Worawoot Pongprapapant. Le diplomate l'a fait savoir lors d'une visite d'une délégation d'hommes d'affaires sénégalais et ivoiriens audit Ministère. C'était dans le cadre de la foire Thaixex Anuga 2023 qui s'est tenue à Bangkok du 23 au 27 mai dernier. "Nous visons à renforcer les liens cordiaux avec les pays africains tant sur le plan bilatéral que multilatéral, à maintenir et à promouvoir le partenariat économique, en particulier dans des domaines tels que l'agriculture et l'industrie du tourisme, ainsi que la fabrication de produits de haute qualité, où nous sommes spécialisés", a soutenu M. Pongprapapant. Selon lui, la politique thaïe à l'égard de l'Afrique de l'Ouest est de faire progresser le commerce et l'investissement en travaillant en étroite collaboration avec les organismes gouvernementaux et le secteur privé, tout en explorant les moyens de minimiser les coûts logistiques et de diffuser les informations perspicaces requises par les hommes d'affaire.

"Nous avons mené des projets de coopération au développement, y compris un soutien à l'innovation universitaire et technologique pour la productivité agricole, la santé publique et le développement des ressources humaines", souligne le diplomate qui précise que Bangkok partage son expertise avec ses amis africains pour



Worawoot Pongprapapant, Directeur général du Département de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

un partenariat gagnant-gagnant et une coopération sociale sincère. L'avenir de l'économie africaine, pense le diplomate, est très prometteur en raison de la croissance démographique, de l'abondance des ressources naturelles et de l'émergence d'un développement socio-économique dynamique. "Il est important que la Thaïlande reste connectée aux pays africains en tant que partenaire égal se soutenant mutuellement", préconise-t-il. "Nous constatons la reprise de la croissance économique de l'Afrique dans l'ère post-Covid et nous espérons voir plus d'échanges, de visites, entre nous pour explorer les opportunités économiques", a souligné Worawoot Pongprapapant qui informe que Bangkok est prête à faciliter et à collaborer avec les pays africains pour le bénéfice mutuel de la Thaïlande et de l'Afrique.

Aly DIOUF
(Envoyé spécial en Thaïlande)